

A

B

C

D

E

F

G

H

I

J

K

L

M

N

O

P

Q

R

S

T

U

V

W

X

Y

Z

DICTIONNAIRE

THEMATIQUE

de la

Convention
Européenne
des Droits
de l'Homme

Sous la direction de

Carine LAURENT-BOUTOT

Yannick LÉCUYER

Delphine THARAUD

EDITIONS A. PEDONE

D ICTIONNAIRE THÉMATIQUE
DE LA
C ONVENTION **E** UROPÉENNE DES **D** ROITS DE L' **H** OMME

Sous la direction de
Carine LAURENT-BOUTOT
Yannick LÉCUYER
Delphine THARAUD

Editions PEDONE

Editions PEDONE - 2022 -
978-2-233-01018-6

PRÉFACE

L'Association des Amis de la Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'homme a eu l'excellente idée de rendre hommage à la Convention européenne des droits de l'homme, qui a fêté le 4 novembre 2020 son 70^{ème} anniversaire, en rédigeant ce Dictionnaire thématique de la Convention européenne des droits de l'Homme.

Piloté par Mme Delphine Tharaud, Mme Carine Laurent-Boutot et M. Yannick Lécuyer, dynamique Secrétaire général de l'« Association des amis », le projet a reçu le soutien des Universités d'Angers, de Limoges et d'Orléans. L'hommage à la Convention s'adresse aussi par implication à René Cassin, co-rédacteur de la Déclaration universelle de 1948, inspirateur de la Convention, premier juge français et premier président français de la Cour européenne des droits de l'homme, Prix Nobel de la Paix en 1968, et fondateur en 1969 de l'institut international des droits de l'homme, devenu en 2015 la Fondation qui porte son nom. Enfin, ce dictionnaire est évidemment aussi une reconnaissance de la Cour européenne des droits de l'homme, « interprète autorisé » de la Convention s'il en est.

La Convention, de son vrai titre « Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales » – curieusement l'adjectif « européenne » est absent, bien que ce traité ait été élaboré dans le cadre du tout jeune Conseil de l'Europe, – a en effet été signée le 4 novembre 1950 à Rome, au Palais Barberini, par les représentants de dix Etats (dont Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères de la République Française, considéré comme l'un des pères de l'Europe).

Cette septuagénaire a accumulé dans le temps les applications et les interprétations, aussi bien de la part des Etats Parties, au nombre de 46 actuellement, que de la part des organes de la Convention, en particulier de la Commission européenne des droits de l'homme, depuis ses débuts en 1954 jusqu'à sa disparition en 1999 en vertu du Protocole n° 11 entré en vigueur le 1er novembre 1998, et surtout de la Cour européenne des droits de l'homme qui a rendu son premier arrêt en décembre 1960

L'originalité de la démarche des auteurs du Dictionnaire, c'est d'avoir choisi comme entrées (il y en a au total 222, c'est un nombre élevé) non pas nécessairement des mots figurant dans le texte du traité lui-même ou de ses protocoles additionnels, mais des thèmes dégagés par la pratique, notamment judiciaire. Cela montre bien que le texte, riche mais souvent flou (M. Melchior,

« Notions vagues ou indéterminées ou lacunes dans la Convention européenne des droits de l'homme », dans les « Mélanges en l'honneur de Gérard Wiarda », Carl Heymans Verlag, 1988), prête à de nombreuses interprétations et déclinaisons. La jurisprudence de la Cour a en outre dégagé des *notions autonomes*, de manière à imposer un langage commun ou au moins harmonisé, indépendant des définitions différentes des mots dans les différents droits nationaux.

Cela remarqué, bien entendu de nombreuses entrées du Dictionnaire coïncident avec des termes figurant dans la Convention ou dans ses Protocoles, soit mot à mot, soit par une substantivation d'adjectifs ou d'expressions de la Convention : par exemple « présomption d'innocence » (art. 6 § 2 : « toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente... »).

Sans exhaustivité, on peut relever des termes « conventionnels », c'est-à-dire des mots ou locutions figurant dans la Convention ou dans ses protocoles, qui ont été à ce titre analysés et traités par les auteurs du Dictionnaire. Citons, par exemple et dans l'ordre alphabétique : accusation, aliéné, association, avocat, contradictoire, correspondance, délai raisonnable, éducation, élection, esclavage, langue, loi, magistrat, mariage (art. 12), morale, préjudice, présomption d'innocence, religion (s), réputation, réunion, servitude, syndicat, témoins, torture, traitements inhumains ou dégradants...

Par contre certaines entrées, parmi lesquelles certaines ont une grande importance, ne renvoient pas littéralement à un terme de la Convention. Citons, toujours dans l'ordre alphabétique et de façon non exhaustive : accouchement, *actio popularis*, amnistie, athéisme, avortement, blasphème, charia, culture, diffamation, dignité humaine, divorce, double degré de juridiction, espérance légitime, fin de vie, laïcité, modes de vie, négationnisme, pandémie, polygamie, procréation médicalement assistée, suicide, traite des êtres humains, transsexualité, vulnérabilité...

Certaines de ces rubriques renvoient à des concepts dégagés de toutes pièces par la jurisprudence de Strasbourg, par exemple espérance légitime ou négationnisme, d'autres sont des extrapolations à partir de notions plus ou moins précises du texte conventionnel, par exemple double degré de juridiction (art. 2P7) ou traite des êtres humains (art. 4), d'autres encore sont des concepts *transversaux* : ils ne figurent pas en tant que tels dans la Convention, mais lui sont en quelque sorte sous-jacents. Ainsi de la dignité humaine ; curieusement le mot *dignité* est absent de la Convention (même de son Préambule) et des Protocoles, alors qu'il figure en tête du Préambule de la Déclaration universelle (« Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde... »). Mais la jurisprudence de la Commission européenne des droits de l'homme, puis

celle de la Cour ont payé un tribut mérité à la dignité (« Human dignity in the jurisprudence of the European Court of Human rights », in « Understanding Human dignity », sous la direction du Professeur Christopher Mc Crudden, (British Academy, 2013). Selon la base de données HUDOC, le mot-clé « dignité » renvoie à quelque 2500 arrêts ou décisions de la Cour. Au premier rang par pertinence, figure le célèbre arrêt *Lambert et autres c. France*, GC, 5 juin 2015).

En tout cas, et quelle que soit la part inévitable de discrétion, voire d'arbitraire, dans le choix des entrées, ce Dictionnaire thématique de la Convention européenne des droits de l'homme se révèle passionnant à lire ou à parcourir ; et surtout il pourra être, je le pense, très utile aux étudiants, chercheurs, universitaires, praticiens... qui le consulteront. Les auteurs sont nombreux, même si certains se sont chargés de plusieurs entrées ; il est donc également inévitable que la sensibilité de chacune et chacun soit différente et que la tonalité d'ensemble ne soit nullement monocorde. De même, les âges très disparates des contributeurs et contributrices sont aussi un gage de variété d'approches ; cet aspect intergénérationnel me semble réjouissant.

Mais le Dictionnaire comporte en même temps des aspects plus homogènes : ainsi, la brièveté des rubriques (deux pages environ en moyenne) devrait pousser le lecteur à se servir des connaissances exposées comme d'une base pour des recherches plus approfondies, si nécessaire, plus que de les regarder comme une fin en soi. Cette brièveté aura aussi le mérite de fournir un instrument commode et maniable, et non une encyclopédie, qui eût été plus ambitieuse mais plus lourde.

Un autre trait commun est l'évidente familiarité des auteurs avec la source principale, sinon unique, qui est la jurisprudence de la Cour de Strasbourg. Source principale dans les faits bien sûr, mais aussi en droit : on oublie trop souvent que l'article 32 de la Convention fonde l'autorité de la Cour de Strasbourg (« 1. La compétence de la Cour s'étend à toutes les questions concernant l'interprétation et l'application de la Convention qui lui seront soumises... 2. En cas de contestation sur le point de savoir si la Cour est compétente, la Cour décide. »). Et je fais partie de ceux qui sont satisfaits de l'entrée en vigueur du Protocole n° 16 et qui souhaitent que les cours suprêmes européennes adressent de plus en plus souvent des demandes d'avis consultatif à la Cour. La France, qui fut malheureusement très en retard pour la ratification de la Convention (en 1974) et pour l'acceptation du droit de recours individuel (en 1981), a opportunément inversé cette tendance au regard du Seizième Protocole. Cet instrument du dialogue des juges aura à la longue des effets bénéfiques, j'en suis convaincu.

Quant au choix d'un outil thématique, dont j'ai déjà parlé, il me semble en définitive judicieux. Puisqu'aussi bien la créativité de la pratique (je pense aux requérants, aux avocats, aux juges internes) et de la jurisprudence a peu à peu éloigné les sujets à traiter et les questions à résoudre des mots mêmes de la Convention, la recherche fondée sur la lettre de celle-ci se heurte nécessairement à des impasses. Pour qui est familier d'une base de données (pourtant excellente) comme Hudoc, le recours à des mots-clés peut diminuer ce risque, mais à la condition de connaître déjà bien la jurisprudence et le vocabulaire des arrêts et décisions de la Cour ; faute de quoi le risque n'est pas facilement surmonté. Sans compter que de plus en plus de décisions n'existent plus que dans l'une des deux langues officielles, très majoritairement l'anglais. Le chercheur francophone se trouve encore plus gêné, à moins de bien maîtriser l'anglais juridique, ce qui n'est pas si fréquent... Les mots-clés ne sont consultés que si on les connaît !

Bref, ce Dictionnaire thématique me semble un instrument précieux et commode ; je souhaite à ce livre le succès dont il me semble digne, et je remercie et félicite ceux et celles qui l'ont conçu et qui ont contribué à son contenu.

JEAN-PAUL COSTA

*Président d'honneur de la Fondation René Cassin,
ancien Président de la Cour européenne des droits de l'homme,
Conseiller d'Etat honoraire*

INDEX DES AUTEURS

AFROUKH Mustapha

MCF HDR en droit public, Université de Montpellier, IDEDH

Entrées : Athéisme, Charia, Religions, Signe religieux

AILINCAI Mihaela Anca

PR en droit public, Université de Grenoble Alpes, CRJ

Entrée : Secret professionnel

ANDRIANTSIMBAZOVINA Joël

PR en droit public, Université de Toulouse I – Capitole, IRDEIC

Entrée : Décision de justice

AUJOL Sylvestre

Doctorant en droit privé et sciences criminelles, Université de Limoges, OMIJ

Entrée : Hooliganisme

BASILIEN Joseph

Doctorant en droit privé et sciences criminelles, Université Jean Moulin Lyon III, CREDIP

Entrée : Expulsions

BASILIEN-GAINCHE Marie-Laure

PR en droit public, Université Jean Moulin Lyon III, EDIEC

Entrées : Expulsions, Migrants, Non-refoulement

BESSE Thomas

MCF en droit privé et sciences criminelles, Université de Caen Basse-Normandie, ICRéJ

Entrées : Accusation, Erreur judiciaire, Opinion,

BEULAY Marjorie

MCF en droit public, Université de Picardie Jules Verne, CURAPP, membre associé au CEDIN

Entrées : Chef d'Etat, Fichage, Injure, Mafia

BIGLER - DE MOOIJ Olivier

Avocat au barreau de Neuchâtel - Suisse

Entrées : Délai raisonnable, Double degré de juridiction, *Ne bis in idem*, Non-rétroactivité

BIOY Xavier

PR en droit public, Université de Toulouse, Directeur du master "Droit des libertés"

Entrées : Débat public, Emeute, Publicité,

BIRKER Matthieu

Docteur en droit, Conseiller de la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe

Entrées : Déontologie, Extradition, Oubli

Les vues exprimées dans cet article sont celles de son auteur et n'engagent pas le Bureau la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe

CAHN Olivier

PR en droit privé et sciences criminelles, Université Cergy Paris, LEJEP

Entrées : Menottes, Parquet, Police

CARAYON Lisa

MCF en droit privé et sciences criminelles, Université Sorbonne Paris Nord, IRIS

Entrée : Trans (personnes)

CATTALANO Garance

PR en droit privé et sciences criminelles, Université d'Orléans, CRJP

Entrée : Sanctions civiles

CATTO Marie-Xavière

MCF en droit public, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, ISJPS

Entrée : Intersexe

CHANUT Marion

Doctorante en droit privé, Université de Bordeaux, CERFAPS

Entrées : Sadomasochisme, Sexualité

CHASSIN Catherine-Amélie

PR en droit public, Université de Caen Basse-Normandie, CRDFED

Entrées : Nationalité, Rétention administrative

CHENAL Roberto

Juriste à la Cour européenne des droits de l'homme

Entrées : Légalité, Loi, ONG

Les vues exprimées dans cet article sont celles de son auteur et n'engagent pas la Cour européenne des droits de l'homme

CHEVALIER Emilie

MCF en droit public, Université de Limoges, OMLJ

Entrées : Fonction publique, Pratique administrative

COSTA Jean-Paul

Ancien Président de la Cour européenne des droits de l'homme, Président d'honneur de la Fondation René Cassin – IIDH, Conseiller d'Etat honoraire

Entrée : Réputation

DANISI Carmelo

Chercheur en Droit International, Département de Sciences Politiques et Sociales, Alma Mater Université de Bologne (Italie)

Entrée : Sûreté publique

DECAUX Emmanuel

PR émérite en droit public, Université Paris II Panthéon – Assas, CRDH

Entrées : Culture, Instruction, Militaires, Tradition

DHAISNE Victoria

Doctorante en droit public, Université Paris II Panthéon – Assas, CRDH

Entrées : Immunités, Validations législatives

DUCOULOMBIER Peggy

PR en droit public, Université de Strasbourg, IRCM

Entrées : Journaliste, Transparence

DUBOS Olivier

PR en droit public, Université de Bordeaux, CRDEI

Entrées : Sadomasochisme, Sexualité

DUDOGNON Charles

PR, Université de Limoges, OMIJ - Directeur du CDES

Entrée : Sport

DUMAS Romain

MCF HDR en droit privé et sciences criminelles, Université de Limoges, CREOP

Entrée : Entreprise

EUDES Marina

MCF HDR en droit public, Université Paris Nanterre, CEDIN

Entrée : Crimes internationaux

FRICERO Natalie

PR en droit privé et sciences criminelles, Université Côte d'Azur, CERDP

Membre du Conseil supérieur de la magistrature

Entrée : Accès au tribunal

GARCIA Kiteri

MCF en droit privé et sciences criminelles, Université de Pau et des Pays de l'Adour, CRDE

Entrées : Accouchement, Mutilation, Violence domestique

GAUTHIER Catherine

PR en droit public, Université de Bordeaux, CERCCLE

Entrées : Mesures de sûreté, Raison d'Etat, Terrorisme

GIANNOPOULOS Christos

MCF en droit public, Université de Strasbourg, IRCM

Entrées : Autorité de chose jugée, Prosélytisme

GONIN Luc

Docteur en droit, Chargé de cours à l'Université de Fribourg (Suisse)

Entrées : Disparitions forcées, Divorce, Histoire, Mariage

GONZALEZ Gérard

PR en droit public, Université de Montpellier, IDEDH

Entrées : Appel à la haine, Appel à la violence, Diffamation, Radicalisation

GOUBAULT--LARRECQ Cécile

Doctorante en droit public, Université Paris II Panthéon – Assas, CRDH

Entrée : Contradictoire

GOUTTENOIRE Adeline

PR en droit privé et sciences criminelles, Université de Bordeaux, CERFAPS

Présidente de l'Observatoire de Protection de l'Enfance de la Gironde

Entrées : Enfant, Filiation, Parenté

GRASSO Anna

Référendaire à la Cour de justice de l'Union européenne

Les vues exprimées dans cet article sont celles de son auteur et n'engagent pas la Cour de justice de l'Union européenne

Entrées : Expropriation, Saisie, Utilité publique

GUILLERMINET Cédric

MCF en droit public, Université d'Orléans, CRJP

Entrée : Université

GUSET Victor

MCF en droit public, Université de Rouen-Normandie, CUREJ

Entrée : Langue

HOFFSCHIR Nicolas

MCF en droit privé et sciences criminelles, Université d'Orléans, CRJP

Entrées : Impartialité, Indépendance, Prescription

HURPY Hélène

MCF en droit public, Université de Toulon, CERC, membre associé IDEDH

Entrées : Dignité humaine, Suicide, Fin de vie

JAOUL Mélanie

MCF en droit privé et sciences criminelles, Université de Montpellier, CERMUD

Entrée : Prostitution

LAFERRIÈRE François-Julien

PR émérite de droit public, Université Paris Saclay

Entrées : Association, Nom

LAGEOT Céline

PR en droit public, Université de Poitiers, CECOJI

Entrées : Blasphème, Laïcité

LARCHE Marion

MCF en droit public, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, IREDIES

Entrées : Amnistie, Juridiction internationale, Lanceur d'alerte

LAREF Laure

MCF en droit privé et sciences criminelles, Université catholique de Lille, C3RD

Entrée : Surveillance

LARONZE Fleur

MCF HDR en droit privé et sciences criminelles, Université de Strasbourg et de Haute-Alsace, DRES

Entrées : Chômage, Travail, Syndicat

LARRALDE Jean-Manuel

PR en droit public, Université de Caen, CRDFED

Entrées : Collectivité territoriale, Minorités, Modes de vie

LARROUTUROU Thibaut

Docteur en droit public, Enseignant-chercheur contractuel, Université de Grenoble Alpes, CRJ

Entrées : Garde à vue, Réclusion à perpétuité, Violences policières

LAURENT-BOUTOT Carine

MCF en droit privé et sciences criminelles, Université d'Orléans, CRJP

Entrées : Adoption, Enfant à naître, Gestation pour autrui, Prison, Procréation médicalement assistée, Retraite, Santé

LAVAL Pierre-François

PR en droit public, Université de Lyon 3, CDI-EDIEC

Entrée : Conflit armé

LE BONNIEC Nina

Docteur en droit public, Juriste au service des affaires régaliennes et des collectivités territoriales à la CNIL

Les vues exprimées dans cet article sont celles de son auteur et n'engagent pas la CNIL

Entrées : Renonciation, Sanctions administratives

LECUYER Yannick

MCF HDR en droit public, Secrétaire général des Amis de la Fondation René Cassin, IREDIES

Entrées : Espérance légitime, Extraterritorialité, Peine de mort, Retraite, Travail forcé, Torture

LUBARDA Branko

Juge à la Cour européenne des droits de l'homme

Entrées : Aliéné, Déni de justice

LUCAS GEOFFROIS Katia

MCF en droit public, Université de Perpignan, CDED

Entrées : Médecin, Motivation

MABANGA Ghislain

PR en droit public à l'Université de Kisangani (RD Congo), Chercheur associé au Centre de droit international de Nanterre (CEDIN), Avocat au barreau de Paris

Entrée : Aide judiciaire

MADELAINÉ Colombine

MCF en droit public, Université de Tours, IRJI

Entrées : Antisémitisme, Négationnisme, Racisme

MALABAT Valérie

PR en droit public, Université de Bordeaux, ISCJ

Entrées : Crimes et délits, Cumul des peines, Cumul des poursuites

MANRIQUE Thomas

Doctorant en droit public, Université de Toulouse 1 Capitole, IRDEIC

Entrées : Internet, Nudité

MARCHADIER Fabien

PR en droit privé et sciences criminelles, Université de Poitiers, ERDP

Entrées : Châtiment corporel, Contrat, Esclavage et servitude, Fouilles corporelles, Traite des êtres humains

MARGUENAUD Jean-Pierre

PR en droit privé et sciences criminelles, Université de Montpellier, IDEDH

Entrées : Animal, Chasse, Grève, Négociation collective

MAUREL Raphaël

MCF en droit public, Université de Bourgogne, CREMIDI, Membre associé au CMH et au CEDIN

Entrée : Polygamie

MECARY Caroline

Avocate au barreau de Paris, Avocate au barreau du Québec

Entrées : Homoparentalité, Homosexualité

MERIC Claire

Doctorante en droit public, Université Paris II Panthéon – Assas, CRDH

Entrées : Présomption d'innocence, Traitements inhumains et dégradants

MICHEL Camille

Doctorante en droit public, Université d'Orléans, CRJP

Entrée : Renvoi préjudiciel

MILANO Laure

PR en droit public, Université de Montpellier, IDEDH

Entrées : Enquête, Peine, Preuve, Témoin

MOULY Jean

PR émérite en droit privé et sciences criminelles, Université de Limoges, OMIJ

Entrées : Grève, Négociation collective

NADAUD Séverine

MCF HDR en droit public, Université de Limoges, OMIJ

Entrées : Alimentation, Environnement

NICAUD Baptiste

MCF en droit privé et sciences criminelles, Université de Limoges, OMIJ

Avocat au barreau de Paris

Entrées : Image, Information, Propriété intellectuelle

NIVARD Carole

MCF en droit public, Université de Rouen, CUREJ

Entrées : Fortune, Réunion

OBERSON Xavier

PR en droit public, Université de Genève – Suisse, Avocat

Entrée : Impôt

ONILLON Thomas

ATER en droit public, Université d'Angers, CJB

Entrée : Education

PAILLISSE Eric

Docteur en droit, Ecole nationale d'administration pénitentiaire, Département droit et service public

Entrée : Pandémie

PEYRE Almodis

Doctorante en droit public, Université Jean Moulin Lyon III, EDIEC

Entrées : Migrants, Non refoulement

PIACITELLI-GUEDJ Aurélia

MCF en droit privé et sciences criminelles, Université d'Orléans, CRJP

Entrée : Vaccination

PLATON Sébastien

PR en droit public, Université de Bordeaux, CRDEI

Entrées : Constitution, Démocratie

REMOND Camille

Doctorante en droit public, Université d'Orléans, CRJP

Entrée : Renvoi préjudiciel

ROBINEAU Matthieu

MCF HDR en droit privé et sciences criminelles, Université d'Orléans, CRJP

Entrée : Succession

ROMAN Diane

PR en droit public, Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne, ISJPS

Entrées : Personnes âgées, Vulnérabilité

ROTA Marie

MCF en droit public, Université de Lorraine, IRENEE

Entrée : Etat d'urgence

ROUMEAU Elise

Docteure en droit privé et sciences criminelles – ATER, Université de Clermont Auvergne, CMH

Entrée : Transhumanisme

SANZ-CABALLERO Susana

PR en sciences juridiques, Université de Valence - Espagne

Entrée : *Actio popularis*

SCHAHMANECHE Aurélia

PR en droit public, Université Lumière Lyon 2, DCT

Entrées : Apatride, Asile, Mort, Sécurité

SIMON Anne

PR en droit privé et sciences criminelles, Université d'Artois, IRJS

Entrées : Arrestation, Auto-incrimination, Détention

SURREL Hélène

PR en droit public, Sciences-Po Lyon, CEE-EDIEC

Entrées : Domicile, Données personnelles

SZYMCZAK David

PR en droit public, Sciences-Po Bordeaux, CRDEI

Entrées : Election, Homme politique, Parti politique

TAVERNIER Julie

Docteure en droit public, Université Paris-Panthéon-Assas

Entrées : Avortement, Préjudice

THARAUD Delphine

MCF HDR en droit privé et sciences criminelles, Université de Limoges, OMIJ

Entrées : Délibéré, Discrimination, Genre, Handicap, Identité, Logement, Mendicité, Prestations sociales, Retraite

THOMAS-TAILLANDIER Delphine

MCF en droit privé et sciences criminelles, Université de Tours, IRJI

Entrées : Accès au dossier, Comparution, Sanctions pénales

TULKENS Françoise

Ancienne juge à la Cour européenne des droits de l'homme, Professeure émérite à l'Université catholique de Louvain, CRID&P

Entrées : Délibéré (CEDH), Jury, Morale, Rétroactivité (en matière pénale)

TURGIS Sandrine

MCF en droit public, Université de Rennes 1, IODE

Entrée : Correspondance

VAN DROOGHENBROECK Sébastien

PR ordinaire, Université de Saint-Louis - Belgique

Entrées : Avocat, Juridiction interne, Loyauté, Pluralisme, Séparatisme

VASALOU Evangelia

Doctorante en droit public, Université Paris II Panthéon – Assas, CRDH

Entrée : Magistrat

YAZICIOGLU Alara Efsun

Docteure en droit, Professeure assistante, Université Kadir Has d'Istanbul - Turquie

Entrée : Impôt

ZARCA Alexis

MCF HDR en droit public, Université d'Orléans, CRJP - EA 1212

Entrées : Radio-télédiffusion

INDEX THÉMATIQUE

A

Absence justifiée : Comparution	
Abus de droit : Antisémitisme, Négationnisme, Racisme, Radicalisation, Radio-télédiffusion	
Accès au dossier	9
Accès au tribunal	11
v. ég. Avocat, Déni de justice, Entreprise, Immunités, Prescription (délai de), Saisie	
Accès aux données : Fichage	
Accessibilité (de la loi) : Loi	
Accessibilité (des locaux) : Handicap	
Accouchement	13
v. ég. Santé	
Accouchement sous X : Identité	
Accusation	14
v. ég. Cumul des poursuites, Délai raisonnable, Déontologie, Enquête, <i>Ne bis in idem</i> , Non rétroactivité, Peine, Sanctions administratives, Témoin	
Acte de naissance : Homoparentalité	
Actio popularis	16
Activisme : Nudité	
Activités dangereuses : Mort	
Administration : Pratique administrative	
Adoption : Homoparentalité, Mariage, Succession	
Adoption :	17
v. ég. Gestation pour autrui	
Âge : Enfant, Homosexualité, Mariage, Personnes âgées, Traitements ou peines inhumains ou dégradants	
Âge nubile : Mariage	
Aide judiciaire :	20
Accès au tribunal, Avocat	
Aliéné	21
Alimentation :	25

Alimentation forcée : Alimentation, Suicide	
Allocation : Chômage, Personnes âgées, Prestations sociales, Retraite, Travail	
Amende : Entreprise, Mendicité, Sanctions administratives, Sanctions civiles, Sanctions administratives	
Amnistie	28
Animal :	30
v. ég. Chasse	
Antisémitisme :	32
v. ég. Négationnisme	
Apatride :	33
Apparences (théorie des) : Indépendance, Militaires	
Appel à la haine :	34
v. ég. Homme politique, Négationnisme, Opinion, Radicalisation, Religions, Séparatisme	
Appel à la violence :	36
v. ég. Association, Religions, Séparatisme	
Arbitrage : Sport	
Arrestation :	37
v. ég. Accusation, Impartialité, Indépendance	
Art : Culture, Nudité, Propriété intellectuelle	
Asile :	39
v. ég. Non-refoulement, Religion.	
Assignation à résidence : Mesures de sûreté	
Association :	41
v. ég. Antisémitisme, Collectivité territoriale, Chasse, Hooliganisme, Militaire, Morale, Parti politique, Police, Radicalisation, Syndicat	
Astreinte : Sanctions civiles	
Athéisme :	45
Autodétermination : Dignité humaine, Intersexe, Mode de vie	
Auto-incrimination :	46
v. ég. Présomption d'innocence	
Autonomie locale : Collectivité territoriale	
Autonomie personnelle : Avortement, Dignité humaine, Filiation, Identité, Intersexe, Mode de vie, Mort, Nom, Sadomasochisme, Sexualité, Suicide	
Autorisation administrative : Radio-télédiffusion, Pratique administrative	
Autorité de la chose jugée :	47
v. ég. Décision de justice	

Autorité parentale : Homoparentalité	
Aveu : Auto-incrimination	
Avocat :	49
v. ég. Accès au Tribunal, Contradictoire, Correspondance, Garde à vue, Renonciation, Saisie, Secret professionnel	
Avortement :	51
v. ég. Enfant à naître, Santé	
B	
Bail : Espérance légitime	
Banque : Données personnelles, Utilité publique	
Bien (droit au respect des) : Contrat, Espérance légitime, Expropriation, Impôt, Propriété intellectuelle, Saisie, Succession	
Bioéthique : Enfant à naître, Fin de vie, Transhumanisme, Santé	
Blasphème :	53
v. ég. Culture, Religion	
Bonne administration de la justice : Accès au tribunal, Militaire, Motivation, Parquet, Secret professionnel	
C	
Campagne électorale : Election	
Campements : Expulsion	
Capacité : Enfant	
Caricature : Image, Injure, Opinion, Terrorisme	
Catastrophe naturelle : Sécurité	
Censure : Culture	
Charia :	55
v. ég. Appel à la haine, Association, Parti politique, Radicalisation	
Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne : Correspondance, Enfant à naître, Personnes âgées, Rétroactivité (en matière pénale), Sanctions pénales, Tradition	
Charte sociale européenne : Environnement	
Chasse	56
Châtiment corporel	57
Chef d'Etat	58
Chômage :	59
v. ég. Prestations sociales	
CIA : Histoire	

Cinéma : Culture	
Cinéma : Radio-télédiffusion	
Circonstances exceptionnelles : Expropriation, Terrorisme	
Clarté : Motivation	
Climat : Histoire	
Collecte : Fichage	
Collectivité territoriale :.....	61
Communication : Correspondance	
Comparution :.....	63
v. ég. Renonciation	
Conclusions : Contradictoire	
Confiscation : Impôt	
Conflit armé :	65
v. ég. Crimes internationaux, Mendicité, Militaire	
Consentement : Aliéné, Alimentation, Contrat, Données personnelles, Esclavage et servitude, Fichage, Filiation, Fin de vie, Homosexualité, Image, Mariage, Médecin, Nudité, Sadomasochisme, Santé, Sexualité	
Conservation : Fichage	
Constitution :	68
Consultation : Accès au dossier	
Contestation de paternité : Filiation	
Contradictoire :	71
v. ég. Comparution, Enquête, Entreprise, Médecin, Parquet, Preuve, Témoin	
Contrat :	73
Contrat de travail : Loyauté	
Contribution (fiscale) : Impôt	
Contrôle effectif : Conflit armé, Extraterritorialité, Militaire, Terrorisme	
Contumace : Déni de justice	
Corps législatif : Election	
Corps : Nudité	
Correspondance :	76
v. ég. Secret professionnel, Surveillance	
Couloir de la mort : Peine de mort	
Covid : Etat d'urgence, Pandémie, Santé, Vaccination	
Crime de guerre : Amnistie, Crimes internationaux, Militaires	

Crimes contre l'humanité : Amnistie, Crimes internationaux, Militaires	
Crimes et délits	78
Crimes internationaux :	81
v. ég. Amnistie	
Criminalité : Mafia	
Crise Politique : Etat d'urgence, Raison d'Etat	
Crise Sanitaire : Etat d'Urgence, Raison d'Etat, Sécurité	
Crise humanitaire : Asile, Non refoulement	
Croyances religieuses : Athéisme, Blasphème, Charia, Culture, Instruction, Mode de vie, Séparatisme	
Crucifix : Laïcité, Prosélytisme, Signes religieux	
Culpabilité : Présomption d'innocence	
Culture	83
Cumul des peines :	86
v. ég. Cumul des poursuites	
Cumul des poursuites	88
D	
Danger public menaçant la vie de la nation : Etat d'urgence, Raison d'Etat	
Danger : Mort, Sécurité	
Débat public :	89
v. ég. Appel à la haine, Blasphème, Culture, Diffamation, Image, Information, Homme politique, Journaliste, Lanceur d'alerte, Oubli, Parti politique, Publicité, Transparence	
Déchéance de nationalité : Histoire, Nationalité	
Déchéance : Sanctions civiles	
Décision de justice :	92
v. ég. Autorité de la chose jugée, Contradictoire, Motivation	
Défense (droits de la) : Accès au dossier, Accusation, Comparution Contradictoire, Crimes et délits, Déni de justice, Enquête, Loyauté, Renonciation, Secret professionnel, Témoin	
Délai raisonnable :	94
v. ég. Accusation, Comparution, Crimes et délits, Délibéré, Déni de justice, Détenion, Entreprise, Terrorisme, Trans (personnes)	
Délibéré :	96
v. ég. Contradictoire	
Délibéré (CEDH) :	97

Démantèlement : Expulsion

Démocratie : 98

v. ég. Association, Débat public, Homme politique, Journaliste, Parti politique, Radicalisation, Radio-télédiffusion, Sûreté publique, Tradition

Déni de justice 102

Déontologie : 104

v. ég. Information, Journaliste, Magistrat, Radio-télédiffusion

Dérogation : Etat d'urgence, Raison d'Etat, Sécurité

Détention préventive : Hooliganisme

Détention : 106

v. ég. Arrestation, Aliéné, Asile, Correspondance, Délai raisonnable, Disparitions forcées, Election, Fouilles corporelles, Impartialité, Indépendance, Mafia, Magistrat, Menottes, Prison, Saisie, Suicide, Torture, Vulnérabilité

Diagnostic prénatal : Enfant à naître

Dictature : Militaire

Diffamation : 110

v. ég. Débat public, Homme politique, Injure, Réputation

Dignité humaine : 111

v. ég. Aliéné, Alimentation, Esclavage et servitude, Filiation, Garde à vue, Nudité, Peine de mort, Réclusion à perpétuité, Traite des êtres humains, Transhumanisme, Violence domestique, Violences policières

Diplomatie : Asile, Immunités

Discipline : Education, Magistrat, Militaire, *Ne bis in idem*, Police, Sport

Discrimination : 113

v. ég. Adoption, Antisémitisme, Charia, Chômage, Enquête, Fortune, Genre, Handicap, Homme politique, Homoparentalité, Identité, Impôt, Homosexualité, Identité, Instruction, Langue, Logement, Minorités, Nationalité, Nom, Opinion, Pandémie, Parti politique, Personnes âgées, Police, Polygamie, Prestations sociales, Preuve, Prostitution, Racisme, Renonciation, Retraite, Réunion, Sexualité, Sport, Succession, Syndicat, Tradition, Trans (personnes), Transhumanisme, Travail, Université, Violence domestique, Vulnérabilité

Disparition forcée : 117

Dissolution (parti politique) : Association, Parti politique, Radicalisation, Sûreté publique

Divorce : 118

v. ég. Mariage, Polygamie

Domicile : 119

v. ég. Avocat, Entreprise, Impôt, Logement, Minorités, Saisie

Don : Procréation médicalement assistée	
Données électroniques : Saisie, Internet	
Données personnelles :	122
v. ég. Accouchement, Fichage, Internet, Oubli, Sécurité	
Dopage : Sport	
Double degré de juridiction :	125
Droits et liberté d'autrui : Association, Correspondance, Culture, Laïcité, Morale, Polygamie, Réunion, Signes religieux, Université	
Droits et obligations de caractère civil : Constitution, Contrat, Espérance légitime, Impartialité, Indépendance, Prestations sociales, Sanctions administratives, Université	
Droits intangibles : Dignité humaine, Etat d'urgence, Peine, Peine de mort	
DUDH : Culture, Education, Fortune, Instruction, Réputation, Traite de êtres humains	
E	
Ecoutes téléphoniques : Correspondance, Surveillance	
Education :	126
v. ég. Instruction, Internet, Minorités	
Effet horizontal : Contrat, Décision de justice, Discrimination, Enfant, Handicap, Logement, Traitements ou peines inhumains ou dégradants	
Egalité des armes : Accès au dossier, Avocat, Chef d'Etat, Contradictoire, Enquête, Expropriation, Parquet, Preuve, Sanctions administratives, Témoin, Validations législatives	
Election :	129
v. ég. Aliéné, Collectivité territoriale, Démocratie, Homme politique, Minorité, Opinion, Police	
Elevage : Animal	
Eligibilité : Election, Homme politique	
Eloignement (des étrangers) : Asile, Extradition, Extraterritorialité, Non refoulement	
Embryon : Avortement, Enfant à naître, Gestation pour autrui, Procréation médicalement assistée	
Emeute :	131
v. ég. Mort, Violences policières	
Emploi : Chômage, Immunités, Retraite, Syndicat, Travail	
Empreintes : Données personnelles	

Enfant :	133
v. ég. Adoption, Châtiment corporel, Filiation, Violence domestique, Vulnérabilité	
Enfant à naître :	136
v. ég. Procréation médicalement assistée	
Enfant naturel : Adoption, Succession	
Enquête :	138
v. ég. Accès au dossier, Accusation, Conflit armé, Détention, Discrimination, Disparitions forcées, Domicile, Esclavage et servitude, Image, Indépendance, Information, Magistrat, Preuve, Surveillance, Saisie, Transparence	
Enregistrement (d'un parti politique) : Parti politique	
Enseignant-chercheur : Université	
Enseignement : Instruction, Pluralisme, Prosélytisme, Université	
Entreprise :	140
v. ég. Domicile, Esclavage et servitude, Impôt, Journaliste, Loyauté, Radio-télédiffusion, Sanctions civiles, Surveillance	
Environnement :	142
v. ég. Collectivité territoriale, Domicile, Enfant, Entreprise, Impôt, Logement, Santé, Pratiques administratives, Utilité publique	
Epanouissement personnel : Handicap, Identité, Image, Mode de vie, Nom, Procréation médicalement assistée	
Epoux (égalité entre) : Mariage	
Epuisement des voies de recours internes : Détention, Enquête, Handicap, Juridiction internationale, Preuve, Vulnérabilité	
Erreur judiciaire	145
Esclavage et servitude :	146
v. ég. Etat d'urgence, Sécurité, Torture, Traite des êtres humains	
Espérance légitime :	148
v. ég. Image, Propriété intellectuelle	
Esprit d'ouverture : Démocratie	
Etat civil : Filiation, Gestation pour autrui, Identité, Intersexe, Nom, Trans (personnes)	
Etat d'urgence :	150
v. ég. Raison d'Etat, Sécurité	
Etat de droit : Démocratie, Magistrat, Militaires, Raison d'Etat, Tradition	
Ethique : Alimentation, Avortement, Délibéré, Enfant à naître, Chasse, Fin de vie, Gestation pour autrui, Loyauté, Morale, Procréation médicalement assistée, Transhumanisme	

Etranger : Asile, Enfant, Migrants, Non refoulement, Peine, Rétention administrative, Santé, Vulnérabilité	
Etudiant : Université	
Euthanasie : Filiation, Mort, Suicide	
Evacuation : Expulsion	
<i>Exceptio veritatis</i> : Diffamation	
Excision : Mutilation	
Exécution : Contrat	
Expression (liberté d') : Antisémitisme, Blasphème, Collectivité territoriale, Débat public, Démocratie, Diffamation, Injure, Histoire, Homme politique, Image, Information, Internet, Journaliste, Lanceur d'alerte, Langue, Magistrat, Militaire, Mode de vie, Morale, Négationnisme, Opinion, Propriété intellectuelle, Racisme, Radicalisation, Radio-télédiffusion, Réputation, Réunion	
Expropriation :	153
v. ég. Travail	
Expulsion :	155
v. ég. Asile, Minorité, Non refoulement	
Extradition :	156
v. ég. Dénis de justice, Extraterritorialité, Mutilation, Non refoulement, Peine de mort, Traitements ou peines inhumains ou dégradants	
Extraterritorialité :	158
v. ég. Conflit armé, Militaire, Non refoulement, Religions, Torture	
F	
Faim : Alimentation	
Famille : Divorce, Homoparentalité, Mariage, Parenté, Polygamie, Sexualité, Violence domestique	
Féminicide : Violence domestique	
Femme : Accouchement, Avortement, Discrimination, Violence domestique, Vulnérabilité	
Fichage :	160
v. ég. Données personnelles, Oubli, Surveillance	
Filiation :	162
v. ég. Adoption, Gestation pour autrui, Homoparentalité, Identité, Nationalité, Succession	
Fin de vie :	164
v. ég. Dignité humaine, Santé, Suicide	
Financement (d'un parti politique) : Parti politique	

Fiscalité : Espérance légitime, Impôt

FIV : Procréation médicalement assistée

Fœtus : Avortement, Enfant à naître, Procréation médicalement assistée

Fonction publique : 167

v. ég. Collectivité territoriale, Débat public, Démocratie, Extraterritorialité, Injure, Laïcité, Lanceur d'alerte, Loyauté, *Ne bis in idem*, Neutralité, Parquet, Parti politique, Police, Prestations sociales, Retraite, Sûreté publique, Syndicat

Force publique : Emeute, Enquête, Fouilles corporelles, Police, Violences policières

Fortune : 169

v. ég. Discrimination

Fouilles corporelles : 171

Frontière : Asile, Conflit armé, Données personnelles, Extraterritorialité, Migrants, Non refolement

G

Garde à vue : 172

v. ég. Avocat, Crimes et délits, Détention, Hooliganisme, Surveillance

Gay : Discrimination, Homoparentalité, Homosexualité

Génocide : Amnistie, Appel à la haine, Crimes internationaux, Histoire, Négationnisme

Genre : 174

v. ég. Discrimination, Identité, Intersexe, Mutilation, Prestations sociales, Trans (personnes)

Gestation pour autrui : 176

v. ég. Filiation, Homoparentalité, Identité, Procréation médicalement assistée

Gouvernance : Pratique administrative

Grands-parents : Personnes âgées, Procréation médicalement assistée

Grève de la faim : Alimentation

Grève : 178

v. ég. Négociation collective, Police, Syndicat, Travail

Grossesse : Enfant à naître, Gestation pour autrui

Guerre : Conflit armé, Etat d'urgence, Raison d'Etat, Sécurité

H

Habitation : Domicile

Handicap : 180

v. ég. Aliéné, Discrimination, Santé, Prestations sociales, Prison, Université, Vulnérabilité

Héritage : Succession	
Histoire :	182
Holocauste : Histoire	
Homme politique :	184
v. ég. Démocratie, Diffamation, Election, Nudité, Parti politique	
Homoparentalité :	185
v. ég. Parenté	
Homophobie : Appel à la haine, Homme politique, Opinion, Vulnérabilité	
Homosexualité :	188
v. ég. Discrimination, Homoparentalité, Mariage, Mode de vie, Sexualité	
Honneur : Injure	
Hooliganisme :	191
Hospitalisation : Aliéné	
I	
Identité :	192
v. ég. Accouchement, Apatride, Athéisme, Culture, Discrimination, Domicile, Données personnelles, Filiation, Genre, Gestation pour autrui, Image, Minorités, Mode de vie, Nationalité, Nom, Pluralisme, Réputation	
Image :	194
v. ég. Arrestation, Identité, Information, Nudité, Radio-télédiffusion	
Immigration : Migrants, Polygamie, Racisme	
Immunités :	197
v. ég. Accès au tribunal, Débat public, Travail,	
Impartialité :	199
v. ég. Accès au tribunal, Avocat, Crimes et délits, Enquête, Indépendance, Juridiction interne, Magistrat, Parquet, Sanctions administratives, Sport	
Impôt :	201
v. ég. Cumul des peines, Espérance légitime, Sanctions administratives	
Impunité : Amnistie	
Inceste : Sexualité	
Indemnisation : Détention, Erreur judiciaire, Expropriation	
Indépendance :	204
v. ég. Accès au tribunal, Accusation, Crimes et délits, Détention, Enquête, Impartialité, Juridiction interne, Magistrat, Militaires, Parquet, Sanctions administratives, Sport	
Infibulation : Mutilation	

Information :	206
v. ég. Arrestation, Débat public, Déontologie, Entreprise, Environnement, Internet, Lanceur d’alerte, Pratique administrative	
Infraction : Accusation, Crimes et délits, Double degré de juridiction, Sanctions administratives, Sanctions pénales	
Injure :	209
v. ég. Chef d’Etat, Homme politique, Violence domestique	
Insémination artificielle : Procréation médicalement assistée	
Instruction (pénale) : Accès au dossier, Avocat, Enquête, Parquet, Preuve, Secret professionnel	
Instruction (droit à l’) :	210
v. ég. Enfant, Internet, Langue, Université	
Insurrection : Emeute	
Intégrité corporelle : Aliéné, Avortement, Châtiments corporels, Dignité humaine, Fin de vie, Intersexe, Menottes, Mutilation, Peine, Renonciation, Torture, Traite des êtres humains, Traitements ou peines inhumains ou dégradants, Trans (personne), Vaccination	
Interceptions : Surveillance	
Intérêt général : Entreprise, Environnement, Expropriation, Information, Non rétroactivité, Utilité publique, Lanceur d’alerte, Sûreté publique	
Intérêt supérieur de l’enfant : Enfant, Filiation, Rétention administrative,	
Internement : Mesures de sûreté	
Internet :	212
v. ég. Correspondance, Débat public, Identité, Information, Oubli, Radio- télédiffusion, Sécurité	
Interrogatoire : Accès au dossier, Crimes et délits, Enquête, Témoin, Terrorisme, Torture	
Intersexe :	214
v. ég. Mutilation	
Intervention militaire : Conflit armé, Extraterritorialité, Militaires	
IRA : Histoire	
Islam : Charia, Instruction, Radicalisation	
J	
Journaliste :	215
v. ég. Appel à la Haine, Blasphème, Débat public, Déontologie, Emeute, Image, Injure, Information, Internet, Radio-télédiffusion, Saisie, Secret Professionnel	
Juge : Contradictoire, Journaliste, Magistrat	

<i>Jure gestionis</i> : Immunités	
<i>Jure imperii</i> : Immunités	
Juridiction d'exception : Immunités, Militaire	
Juridiction internationale	218
Juridiction interne :	219
Juridiction : Constitution	
Jury :	221
<i>Jus cogens</i> : Immunités	
L	
Laïcité :	222
v. ég. Radicalisation, Signe religieux, Sûreté publique, Université	
Lanceur d'alerte :	224
v. ég. Débat public, Information, Journaliste, Loyauté	
Langue :	226
Accusation, Arrestation, Asile, Culture, Discrimination, Minorités	
Légalité (principe de) :	227
Apatriote, Crimes et délits, Crimes internationaux, Détention, Domicile, Espérance légitime, Entreprise, Etat d'urgence, Expropriation, Grève, Intersexe, juridiction interne, Loi, Mariage, Mesure de sûreté, Morale, Non rétroactivité, Parquet, Peine, Pratique administrative, Rétroactivité, Sadomasochisme, Sanctions civiles, Sanctions pénales	
Légitime défense : Mort	
Lesbienne : Homoparentalité, Homosexualité	
Liberté (privation de) : Aliéné, Arrestation, Asile, Crimes et Délits, Détention, Garde à vue, Menottes, Migrants, Réclusion à perpétuité, Peine, Réten-tion administrative, Sûreté publique	
Liberté contractuelle : Contrat	
Liberté d'aller et venir : Détention, Réten-tion administrative	
Libertés académiques : Université	
Licenciement : Contrat, Esclavage et servitude, Pandémie, Signes religieux, Syndicat, Transparence, Travail	
Littérature : Culture	
Locaux (partis politiques) : Partis politiques	
Locaux diplomatiques : Extraterritorialité	
Locaux professionnels : Domicile, Saisie, Secret professionnel	

Logement :	230
v. ég. Asile, Collectivités territoriales, Domicile, Expulsions, Fortune, Handicap, Minorités, Pauvreté	
Loi :	232
v. ég. Légalité, Validation législative	
Loyauté :	234
v. ég. Collectivité territoriale, Contrat, Déontologie, Lanceur d’alerte, Nationalité, Police, Travail	
M	
Mafia	237
Magistrat :	238
v. ég. Immunité, Juridiction interne, Parquet	
Maladie : Pandémie, Santé	
Maladie : Santé	
Mandat électoral : Constitution, Election, Homme politique	
Mandat judiciaire : Domicile, Saisie	
Manifestation (pacifique) : Appel à la violence, Emeute, Morale, Opinion, Réunion, Sanction administratives, Sûreté publique	
Mariage :	241
v. ég. Charia, Divorce, Genre, Mode de vie, Morale, Personnes âgées, Polygamie, Sexualité, Succession, Tradition, Trans (personnes)	
Médecin :	243
v. ég. Secret professionnel	
Médecine : Santé, Transhumanisme	
Mendicité	244
Menottes	245
Mesures de sûreté :	247
v. ég. Mafia, Sanction pénales, Surveillance	
Mesures provisoires : Asile, Extradition, Juridiction internationale	
Migrant : Asile	
Migrants :	248
v. ég. Asile, Non refoulement, Religions, Rétention administrative	
Militaire :	251
v. ég. Discrimination, Homosexualité, Police, Syndicat	
Mineur : Enfant, Migrants, Rétention administrative, Vulnérabilité	
Ministère public : Détention, Magistrat, Parquet	

Minorités :	253
v. ég. Culture, Démocratie, Discrimination, Expulsion, Histoire, Identité, Instruction, Mode de vie, Pluralisme, Séparatisme, Sûreté publique, Vulnérabilité	
Mode de vie :	256
v. ég. Minorité	
Modification corporelle : Trans (personnes), Transhumanisme	
Monopole : Organisation non gouvernementale, Pluralisme, Radio-télédiffusion, Syndicat	
Morale :	258
v. ég. Association, Avortement, Blasphème, Chasse, Culture, Opinion, Pluralisme, Publicité, Réunion, Tradition, Transhumanisme	
Mort :	261
v. ég. Emeute, Extradition, Fin de vie, Peine de mort, Suicide	
Motivation :	263
v. ég. Détention, Juridiction internationale, Jury, Preuve, Renvoi préjudiciel	
Musique : Propriété intellectuelle	
Mutilation :	264
N	
Nationalité :	266
v. ég. Adoption, Apatride, Chômage, Discrimination, Filiation, Histoire, Instruction, Renonciation, Retraite	
Nations unies : Conflit armé, Double degré de juridiction, Erreur judiciaire, Militaires, <i>Ne bis in idem</i> , Séparatisme, Syndicat	
Naturisme : Nudité	
Ne bis in idem :	268
v. ég. : Crimes et délits, Crimes internationaux, Cumul des poursuites, Cumul des peines, Etat d'urgence, Hooliganisme, Nationalité, Sanctions administratives, Sanctions pénales	
Nécessité (dans une société démocratique) : Accès au tribunal, Appel à la haine, Appel à la violence, Association, Correspondances, Démocratie, Déontologie, Etat d'urgence, Image, Journaliste, Mafia, Négociation collective, Opinion, Oubli, Parti politique, Police, Publicité, Secret professionnel, Sûreté publique, Travail, Université, Vaccination	
Négationnisme :	269
v. ég. Antisémitisme, Crimes internationaux, Histoire	
Négociation collective :	270
v. ég. Syndicat	

Neutralité : Laïcité

Nom 271

Non refoulement : 273
v. ég. Asile, Extradition, Migrants

Non rétroactivité 276

Note en délibéré : Contradictoire

Notion autonome : Accusation, Double degré de juridiction, Enquête, Loi,
Ne bis in idem, Parquet, Peine, Réunion, Sanctions civiles, Témoin

Notoriété : Diffamation, Image, Oubli

Nourriture : Alimentation

Nudité : 277
v. ég. Religions

O

Obligation positive : Amnistie, Contrat, Correspondance, Disparitions forcées,
Données personnelles, Enquête, Environnement, Esclavage et servitude, Filiation,
Hooliganisme, Image, Instruction, Mort, Preuve, Réputation, Réunion, Suicide,
Torture, Traite des êtres humains, Traitements ou peines inhumains ou dégradants,
Violences policières, Vulnérabilité, Violences domestiques

Observations écrites : Contradictoire

Offense : Chef d'Etat

Office du juge : Juridiction interne, Juridiction internationale

Opération chirurgicale : Identité, intersexe, Mutilation, Trans (personnes),
Transhumanisme

Opinion : 278
v. ég. Culture, Débat public, Démocratie, Déontologie, Discrimination,
Minorités, Parti politique, Policier, Radicalisation, Réunion, Université

Ordre professionnel : Association, Déontologie, Loi

Ordre public européen : Autorité de la chose jugée, Démocratie, Dignité
humaine, Réunion

Ordre public : Chef d'Etat, Contrat, Culture, Décision de justice, Emeute,
Hooliganisme, Jury, Laïcité, Migrants, Minorités, Morale, Mort, Parquet,
Police, Polygamie, Publicité, Raison d'Etat, Renonciation, Réunion, Signes
religieux, Sûreté publique, Université

Organisation non gouvernementale : 281
v. ég. *Actio popularis*, Enfant, Immunité

Orientation sexuelle : Discrimination, Homoparentalité, Homosexualité, Vulnérabilité	
Oubli :	282
v. ég. Amnistie, Fichage	
P	
Pandémie :	284
Etat d'urgence, Santé	
Parenté :	287
v. ég. Filiation, Gestation pour autrui, Homoparentalité, Procréation médicalement assistée, Succession	
Parents : Accouchement, Adoption, Athéisme, Education, Enfant, Filiation, Gestation pour autrui, Homoparentalité, Identité, Instruction, Nom, Pluralisme, Procréation médicalement assistée, Prosélytisme, Religions, Rétention administrative, Succession	
Parlementaire : Immunités, Loyauté	
Parquet :	289
v. ég. Contradictoire, Impartialité, Indépendance, Magistrat	
Parti politique :	293
v. ég. Antisémitisme, Appel à la violence, Association, Collectivité territoriale, Dé démocratie, Pluralisme, Police, Radicalisation, Sécurité publique	
Passeport : Saisie	
Patrimoine : Fortune	
Pauvreté : Fortune, Mendicité, Prestations sociales, Vulnérabilité	
Peine :	295
v. ég. Châtiment corporel, Crimes et délits, Mesures de sûreté, Peine de mort, Rétroactivité (en matière pénale), Sanctions administratives, Traitements ou peines inhumains ou dégradants	
Peinture : Culture	
Pension : Personnes âgées, Prestations sociales	
Performance artistique : Culture	
Perquisition : Domicile, Fichage, Journaliste, Saisie, Secret professionnel, Sport, Terrorisme	
Personne morale : Domicile, Entreprise, Fichage, Légalité, Mariage, Organisation non gouvernementales, Saisie	
Peine de mort :	297
Etat d'urgence, Mort, Peine,	
Personnes âgées :	300
v. ég. Retraite, Vulnérabilité	

Photographie : Image	
PIDCP : Double degré de juridiction, Erreur judiciaire, Minorités, <i>Ne bis in idem</i> , Nom, Non refoulement, Peine de mort, Réputation, Rétroactivité (en matière pénale), Séparatisme, Syndicat	
PIDESC : Alimentation, Instruction, Syndicat	
Pluralisme :	303
v. ég. Démocratie, Mode de vie, Parti politique, Séparatisme, Radio-télédiffusion	
Police :	306
v. ég. Données personnelles, Emeute, Enquête, Fouilles corporelles, Garde à vue, Immunités, Injure, Parti politique, Réunion, Syndicat, Torture, Violences policières	
Polygamie :	308
v. ég. Mariage	
Poursuites pénales : Parquet, Rétroactivité (en matière pénale)	
Pratique administrative :	309
Précédent (jurisprudence) : Délai raisonnable, Délibéré, Sécurité	
Prééminence du droit : Accès au tribunal, Association, Décision de justice, Juridiction interne, Légalité, Loi, Motivation, <i>Ne bis in idem</i> , Non rétroactivité (en matière pénale), Pratique administrative, Séparatisme, Tradition, Validations législatives	
Préjudice :	312
v. ég. Détention, Entreprise, Genre, Juridiction internationale, Prescription (délai), Sanctions civiles	
Prescription (délai de) :	315
v. ég. Accès au tribunal, Filiation, Oubli, Sécurité	
Présentation : Comparution	
Présomption d'innocence :	316
v. ég., Arrestation, Auto-incrimination, Comparution, Crimes et délits, Enquête, Information, Jury, Preuve	
Presse : Avocat, Démocratie, Déontologie, Information, Internet, Journaliste, Radio-télédiffusion	
Prestations sociales :	318
v. ég. Chômage, Fortune, Handicap, Personnes âgées,	
Preuve :	320
v. ég. Auto-incrimination, Enquête, Présomption d'innocence, Violences policières	

Prévention du crime

Prévisibilité : Correspondance, Délibéré, Déontologie, Non rétroactivité,
Peine

Prison : 323
v. ég. Handicap, Retraite, Saisie, Santé

Procès équitable : Avocat, Auto-incrimination, Constitution, Contradictoire,
Décision de justice, Délai raisonnable, Déni de justice, Enquête, Garde à vue,
Immunités, Impartialité, Impôt, Indépendance, Motivation, Non rétroactivité,
Présomption d'innocence, Preuve, Publicité, Renonciation, Renvoi préjudiciel,
Sanctions administratives, Sanctions civiles, Sanctions pénales, Témoin,
Validations législatives

Procréation médicalement assistée : 324
v. ég. Enfant à naître, Gestation pour autrui, Homoparentalité, Santé

Progrès : Fin de vie, Tradition

Prophylaxie : Pandémie

Proportionnalité (des délits et des peines) : Culture, Réclusion
à perpétuité, Sanctions pénales

Propriété (droit de) : Animal, Chômage, Culture, Discrimination, Entreprise,
Espérance légitime, Expropriation, Impôt, Pratiques administratives

Propriété intellectuelle 326
Publicité, Retraite, Saisie, Sanctions civiles, Utilité publique

Prosélytisme : 327
v. ég. Pluralisme, Radicalisation

Prostitution : 329
v. ég. Dignité humaine, Mendicité, Traite des êtres humains, Travail,
Vulnérabilité

Protection équivalente : Déni de justice, Renvoi préjudiciel, Saisie

Provocation policière : Loyauté

Proxénétisme : Sécurité

Publicité commerciale : Blasphème, Déontologie, Entreprise

Publicité (des débats) : 330
v. ég. Accès au tribunal, Accusation, Transparence

Q

Question prioritaire de constitutionnalité : Constitution

R

Racisme :.....	332
v. ég. Appel à la haine	
Radicalisation :.....	334
v. ég. Religions	
Radio-télédiffusion :	335
v. ég. Diffamation, Entreprise, Université	
Raison d’Etat :	340
Recevabilité : Accès au tribunal, Collectivité territoriale, Contradictoire, Extraterritorialité, Filiation, Fin de vie, Handicap, Préjudice, Preuve, Renvoi préjudiciel	
Recherche : Enfant à naître, Université	
Réclusion à perpétuité :	341
v. ég. Extradition, Genre, Mafia,	
Reconnaissance de paternité : Filiation	
Recours à la force : Emeute, Enquête, Fouilles corporelles, Police, Violences policières	
Recours effectif : Arrestation, Asile, Contradictoire, Correspondance, Décision de justice, Détention, Enquête, Extradition, Image, Mafia, Terrorisme	
Recrutement : Travail	
Rectification : Fichage	
Réforme : Tradition	
Refoulement : Asile, Extradition, Migrants, Non refoulement,	
Réfugié : Migrants, Crimes internationaux, Mutilation, Non-refoulement	
Religions :	342
v. ég. Athéisme, Laïcité, Mode de vie, Morale, Pluralisme, Polygamie, Prosélytisme, Radicalisation, Signes religieux, Tradition, Université	
Remises extraordinaires : Extradition, Histoire	
Renonciation :	345
Renseignements (service de) : Données personnelles, Surveillance	
Renvoi préjudiciel :	346
v. ég. Constitution	
Réparation : Déni de justice, Détention, Espérance légitime, Hooliganisme, juridiction internationale, Préjudice, Sanctions civiles	
Réponse (presse) : Information, Publicité	
Réponse (procès équitable) : Contradictoire	

Représentation (avocat) : Accès au tribunal, Aide judiciaire, Aliéné, Avocat, Comparution, Enfant	
Réputation :	348
v. ég. Homme politique, Injure	
Requête : <i>Actio popularis</i> , Collectivité territoriale, Entreprise, Juridiction internationale, Organisation non gouvernementale, Préjudice, Prescription (délai de)	
Réseaux sociaux : Internet, Sport	
Rétention administrative :	350
v. ég. Aliéné, Arrestation, Enfant, Mesures de sûreté, Surveillance, Torture, Vulnérabilité	
Retraite :	352
v. ég. Chômage, Personnes âgées	
Rétroactivité (en matière pénale) :	354
v. ég. Légalité, Peine, Validations législatives	
Réunion :	356
v. ég. Association, Démocratie, Emeute, Mode de vie, Morale, Police, Séparatisme, Sûreté, Syndicat	
Risque : Mort, Torture, Traitements ou peines inhumains ou dégradants	
Roms : Expulsion, Instruction, Minorité	
S	
Sadomasochisme :	359
v. ég. Homosexualité, Mode de vie, Sexualité	
Saisie	361
Sanctions administratives :	363
v. ég. Autorité de la chose jugée, Cumul des peines, Pratique administrative, Sanctions pénales	
Sanctions civiles :	366
Sanctions disciplinaires : Fouilles corporelles, Grève, Magistrat, Militaire, <i>Ne bis in idem</i> , Nudité, Police, Prescription (délai), Sanctions administratives, Sanctions civiles, Sanctions pénales, Sport	
Sanctions pénales :	368
v. ég. Chef d'Etat, Culture, Cumul des peines, Légalité, Mesures de sûreté, <i>Ne bis in idem</i> , Radio-télédiffusion, Sanctions civiles Santé publique	
Santé :	371
v. également Aliéné, Handicap, Mort, Pandémie, Prison, Prostitution, Sécurité, Sexualité, Vaccination	

Satire : Injure	
Satisfaction équitable : Préjudice	
Scrutin : Election	
Secret (délibéré) : Contradictoire, Délibéré	
Secret professionnel :.....	376
v. ég. Correspondance, Esclavage et servitude, Information, Journaliste, Médecin, Saisie	
Sécurité :	378
Sécurité (juridique) : Accès au tribunal, Délibéré, Expropriation, Filiation, Nom, Oubli, Pratique administrative, Prescription (délai de), Rétroactivité (en matière pénale), Sanctions civiles, Sanctions pénales, Sécurité	
Sécurité (nationale) : Accès au dossier, Association, Contradictoire, Correspondance, Fichage, Loyauté, Minorités, Morale, Opinion, Publicité, Réunion, Sécurité	
Sécurité (publique) : Morale, Prostitution, Raison d'Etat, Sécurité	
Séparation des pouvoirs : Loi, Parquet, Raison d'Etat, Validations législatives	
Séparatisme	382
Serment : Athéisme, Délibéré	
Service militaire : Esclavage et servitude, Impôt, Militaires, Personnes âgées	
Servitude : Esclavage et servitude, Traite des êtres humains	
Sexes (égalité entre les) : Charia, Discrimination, Genre, Mariage, Intersexe, Laïcité, Polygamie, Prestations sociales, Traitements ou peines inhumains ou dégradants	
Sexualité :	384
v. ég. Homosexualité, Mode de vie	
Siège social : Domicile, Saisie	
Signes religieux :.....	386
v. ég. Laïcité, Prosélytisme, Radicalisation, Religions, Séparatisme, Université	
Silence (droit de garder le) : Auto-incrimination, Présomption d'innocence, Renonciation	
Société : Entreprise	
Société démocratique (valeurs) : Avocat, Charia, Culture, Débat public, Démocratie, Détention, Election, Homme politique, Image, Injure, Instruction, Lanceur d'alerte, Minorités, Opinion, Parti politique, Pluralisme, Radio-télédiffusion, Réputation, Rétroactivité (en matière pénale), Réunion, Séparatisme, Tradition, Université	

Sources journalistiques : Saisie, Secret professionnel, Sport	
Sport :	387
Stérilisation : Accouchement, Intersexe, Minorités, Renonciation, Trans (personnes)	
Succession :	390
v. ég. Filiation	
Suicide :	392
v. ég. Fin de vie, Handicap,	
Sûreté (droit à la liberté et à la) : Arrestation, Détention, Dignité humaine, Disparitions forcées, Cumul des peines	
Sûreté publique :	394
v. ég. Association, Correspondance, Morale, Opinion, Réunion	
Surpopulation carcérale : Prison	
Surveillance :	397
v. ég. Correspondance, Transparence	
Syndicat :	400
v. ég. Association, Grève, Négociation collective, Police	
T	
Technologie : Correspondance, Internet, Publicité, Sécurité, Transhumanisme	
Télévision : Radio-télédiffusion	
Témoin	404
Terrorisme :	406
v. ég. Etat d'urgence, Histoire, Parti politique, Raison d'Etat, Sécurité, Sûreté publique	
Tierce intervention : Organisation non gouvernementale	
Tolérance : Appel à la haine, Collectivité territoriale, Culture, Démocratie, Information, laïcité, Religions, Réunion, Tradition, Université	
Torture :	408
v. ég. Aliéné, Alimentation, Châtiments corporels, Crimes internationaux, Déni de justice, Enfant, Esclavage et servitude, Etat d'urgence, Extraterritorialité, Garde à vue, Non refoulement, Prison, Sécurité, Terrorisme, Traitements ou peines inhumains ou dégradants, Violences policières	
TRACFIN : Secret professionnel	
Tradition	411
Traite des êtres humains :	413
v. ég. Esclavage et servitude, Prostitution	

Traitement médical : Aliéné, Fin de vie, Suicide

Traitements ou peines inhumains ou dégradants :..... 415
v. ég. Asile, Crimes internationaux, Emeute, Enfant, Etat d'urgence,
Extradition, Garde à vue, Mort, Mutilation, Peine de mort, Prison, Réclusion à
perpétuité, Racisme, Sécurité, Torture, Transhumanisme, Violences policières

Trans (personnes) : 418
v. ég. Filiation, Identité, Intersexe, Mariage, Mode de vie, Parenté, Retraite

Transhumanisme : 420

Transparence : 421
v. ég. Accusation, Motivation, Pratique administrative

Transsexualité : Genre, Trans (personnes)

Travail forcé : Esclavage et servitude, Travail

Travail : 423
v. ég. Correspondance, Grève, Négociation collective

Tribunal (droit à un tribunal établi par la loi) : Accès au tribunal, Crimes
et délits, Décision de justice, Impartialité, Indépendance, Juridiction interne, Loi,
Magistrat, Renonciation

Tsigane : Domicile, Expulsion, Identité

TVA : Impôt

U

Union européenne : Asile, Correspondance, Déni de justice, Enfant à naître,
Histoire, Impôt, Loi, Mutilation, Personnes âgées, Renvoi préjudicielle, Rétention,
Rétroactivité (en matière pénale), Saisie, Sanctions pénales, Tradition

Université 428

Utilité publique : 431
v. ég. Expropriation

V

Vaccination : 433
v. ég. Pandémie, Santé

Validations législatives : 434
v. ég. Contrat, Espérance légitime

Vêtement : Laïcité, Nudité, Signes religieux

Victime : Collectivité territoriale, Filiation, Organisation non gouvernementale

Vidéosurveillance : Données personnelles, Image, Surveillance, Transparence

Vie (droit à la) : Crimes internationaux, Disparitions forcées, Emeute, Etat
d'urgence, Filiation, Garde à vue, Militaire, Mort, Peine de mort, Violences
policières

- Vie familiale** : Filiation, Identité, Homoparentalité, Langue, Mariage, Médecin, Mode de vie, Nationalité, Oubli, Parenté, Succession, Travail
- Vie privée** : Avortement, Chef d'Etat, Débat public, Diffamation, Données personnelles, Homoparentalité, Homosexualité, Identité, Image, Impôt, Internet, Langue, Magistrat, Médecin, Nationalité, Nom, Oubli, Pandémie, Radio-télédiffusion, Réputation, Sadomasochisme, Sexualité, Transhumanisme, Travail
- VIH** : Pandémie, Vulnérabilité
- Viol** : Prostitution, Torture
- Violence domestique** : 435
v. ég. Châtiments corporels, Discrimination, Enfant, Genre, Mutilation, Vulnérabilité
- Violence** : Appel à la violence, Asile, Association, Emeute, Hooliganisme, Minorités, Mort, Mutilation, Racisme, Réunion, Traitements ou peines inhumains ou dégradants, Torture
- Violences policières** : 437
v. ég. Vulnérabilité
- Virus** : Pandémie
- Visage** : Laïcité, Séparatisme, Sûreté publique
- Vivre ensemble** : Laïcité, Signe religieux
- Voile islamique** : Laïcité, Prosélytisme, Radicalisation, Signe religieux, Sûreté publique, Université
- Vulnérabilité** : 439
v. ég. Asile, Enfant, Minorités, Pandémie, Personnes âgées, Prostitution, Suicide, Violence domestique
- X**
- Xénophobie** : Antisémitisme, Appel à la haine, Appel à la violence, Minorité, Racisme

Le droit de la Convention européenne des droits de l'homme irrigue toutes les branches des droits nationaux. Droit de tous les découloissements, il est mobilisé de façon privilégiée par les juridictions internes, qu'elles relèvent des ordres judiciaires ou administratifs. Par conséquent, les juristes, praticiens comme universitaires, confirmés ou apprentis, ne peuvent plus s'affranchir d'une connaissance minimale de la matière.

Afin de faciliter cette maîtrise, le présent ouvrage s'inscrit dans une démarche singulière. Il propose d'aborder le droit de la Convention par thèmes (gestation pour autrui, données personnelles, retraite...). Il ne s'adresse donc pas exclusivement aux étudiants qui envisagent de se spécialiser en droit de la Convention, mais à tous les juristes désireux d'enrichir et de renforcer leur raisonnement par un supplément d'âme conventionnel.

Ouvrage sous la direction de :

Carine LAURENT-BOUTOT, Maîtresse de conférences en droit privé et sciences criminelles, Université d'Orléans, CRJP (Orléans).

Yannick LÉCUYER, Maître de conférences HDR en droit public, membre associé de l'IREDIÉS (Paris I) et collaborateur de la Fondation René Cassin.

Delphine THARAUD, Maîtresse de conférences HDR en droit privé à l'OMIJ (Université de Limoges).



ISBN 978-2-233-01018-6

40 €

DICTIONNAIRE THÉMATIQUE

Commande aux Editions A. PEDONE - 13 rue Soufflot - 75005 PARIS, ou par fax :
+33(0)1.46.34.07.60 et sur editions-pedone@orange.fr - **40 € l'ouvrage, pour un envoi par la poste 46 €**

Le montant peut être envoyé par :

Chèque bancaire

Règlement sur facture

Carte Visa

N°/...../...../.....

Cryptogramme

ISBN 978-2-233-01018-6

Signature :

Nom

Adresse

Ville Pays